

**ARRÊTÉ N ° 2017-130-DDCSPP du 11 décembre 2017**  
**portant mise en demeure à la SCP BRO-PONROY, mandataire liquidateur**  
**qui se substitue à la société FOMES de respecter ses obligations suite à la cessation définitive d'activité de**  
**son installation de fonderie de métaux et alliages non ferreux, située à Luçay-le-Mâle**

*Le Préfet de l'Indre,*

*Chevalier de l'Ordre National du Mérite,*

- Vu** le code de l'environnement, notamment son titre 1<sup>er</sup> du livre V, et en particulier ses articles L.512-3, L514-1 et R.512-39 et R512-39-2 ;
- Vu** la loi n° 2000.321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec leurs administrations et notamment son article 24 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 99-E-2194 délivré le 4 août 1999 à la société FOMES pour l'exploitation d'une fonderie de métaux et alliages non ferreux sur le territoire de la commune de LUÇAY-LE-MÂLE à l'adresse suivante 1, rue des Falaises, concernent notamment la rubrique 2552-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'article II-4 « Cessation définitive d'activité » de l'arrêté préfectoral du 4 août 1999 susvisé ;
- Vu** le courrier en date du 2 juin 2017 de l'inspection des installations classées transmis à la SCP BRO-PONROY, mandataire liquidateur qui se substitue à l'exploitant dans ses droits et obligations (art. L.641-9 du code de commerce), conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement, demandant d'informer le préfet de la cessation définitive d'activité de cette fonderie de métaux et alliages non ferreux et de déposer dans un délai de 3 mois un mémoire des mesures prises et des travaux de mise en sécurité du site et de lui communiquer tous les justificatifs ;
- Vu** le courrier en date du 19 octobre 2017, en application de l'article L. 171-6 du Code de l'Environnement, transmettant le rapport du 11 octobre 2017 de l'inspection des installations classées pour la protection de l'Environnement et un projet d'arrêté de mise en demeure, invitant le mandataire-liquidateur à formuler ses observations sous un délai d'un mois ;
- Vu** l'absence de réponse du mandataire judiciaire aux courriers susvisés ;
- Considérant** que cette absence d'information au préfet de la cessation définitive d'activité de la fonderie de métaux et d'alliages non ferreux et de dépôt d'un mémoire des mesures prises et des travaux de mise en sécurité ne permet pas de garantir la préservation des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;
- Considérant** que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article II-4 « Cessation définitive d'activité » de l'arrêté préfectoral du 4 août 1999 susvisé ;
- Considérant** que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8-1 du code de l'environnement en mettant en demeure la SCP BRO-

PONROY, mandataire liquidateur, qui se substitue à la société FOMES dans ses droits et obligations, de respecter les dispositions des articles R.512-39-1 et R.512-39-2 du code de l'environnement, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de la Directrice Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations de l'Indre,

### **ARRÊTE**

**Article 1** – La SCP BRO-PONROY, mandataire liquidateur, qui se substitue à la société FOMES exploitant une installation de fonderie de métaux et d'alliages non ferreux sise 1, rue des Falaises sur la commune de LUÇAY-LE-MÂLE est mise en demeure dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté :

- de respecter les dispositions de l'article II-4 « Cessation définitive d'activité » de l'arrêté préfectoral du 4 août 1999 en notifiant au préfet la cessation d'activité prévue à l'article R.512-39-1 du code de l'environnement et de placer le site en sécurité.
- de procéder aux différentes consultations telles que prévues à l'article R.512-39-2 du code de l'environnement puis adresser ces éléments au préfet.

**Article 2** – Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

**Article 3** – Conformément aux dispositions de l'article L. 171-11 du code de l'Environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Limoges, par La SCP BRO-PONROY, mandataire liquidateur, qui se substitue à la société FOMES exploitant une installation de fonderie de métaux et d'alliages non ferreux sise 1, rue des Falaises sur la commune de LUÇAY-LE-MÂLE, concerné par le présent arrêté dans un délai de deux mois qui suivent la date à laquelle celui-ci lui a été notifié.

**Article 4** – le présent arrêté sera notifié à la SCP BRO-PONROY, mandataire liquidateur, qui se substitue à la société FOMES et publié au recueil des actes administratifs du département.

Copie en sera adressée à :

- Madame le Secrétaire Général de la Préfecture,
- Monsieur le Maire de la commune de Luçay-le-Mâle,
- Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, Centre Val de Loire Chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Secrétaire Général,

  
Nathalie VALLEDX.